Négatif

Bulletin irrégulier – Mai 2020 – n° 28

Fracture

> « Ne serait-ce pas ici, réellement, l'idéal atteint, ne serait-ce pas ici la fin ? N'est-ce pas là, réellement, le troupeau unique ? Ne serez-vous pas obligés d'accepter ça au bout du compte, réellement, comme la plus vraie des vérités, et de vous taire définitivement (…) ? Vous sentez que c'est là que quelque chose s'est définitivement accompli, oui, accompli, terminé. C'est une sorte de tableau biblique, quelque chose de Babylone, comme une prophétie de l'Apocalypse qui s'accomplit sous nos yeux. »
>
> Dostoïevski, *Notes d'hiver sur impressions d'été.*

Nous traversons maintenant ce paysage dévasté par la guerre qu'une société livre contre elle-même, contre ses propres possibilités. Avec la crise liée à l'apparition et la propagation fulgurante du virus du Covid-19, c'est la réalité de cette guerre qui ne pourra plus être longtemps ignorée. Issu sans aucun doute des conditions générales d'un monde naturellement et socialement dégradé, ce virus dans sa manifestation se fait le révélateur ultime d'une crise plus globale qui nous met en demeure de la surmonter sous peine de sombrer purement et simplement. Ce n'est pas « la nature qui se révolte » évidemment, mais la pratique réelle des hommes dans la transformation de celle-ci qui aboutit à ce triste résultat. Ce qui avait cependant été aperçu très tôt comme *le reniement achevé du vivant* n'est malheureusement pas, ou si peu, remis en question. Cet aveuglement idéologique sur l'origine de la crise renforce le processus d'autodestruction de la civilisation capitaliste mondialisée. *Toute idéologie est essentiellement paranoïaque. Elle le devient visiblement à la phase décadente des civilisations quand elle commence à interpréter follement les problèmes qu'elle engendre elle-même, de plus en plus vite, et qu'il apparaît clairement qu'elle préfère détruire le monde plutôt que renoncer à son système.* En ce sens, nous entrons bel et bien désormais dans la phase crépusculaire du capitalisme.

La survenue d'une épidémie résultant toujours d'une accumulation de cofacteurs homologues, il n'est pas difficile de comprendre que le virus Covid-19, bien qu'étant la cause de plusieurs milliers de morts, n'en est pas pour autant l'origine. Il faut pouvoir tenir compte, pour commencer à cerner celle-ci, que ce virus se répand dans un univers extrêmement pollué et constamment parcouru par le déplacement incessant de millions d'individus pour les besoins d'une économie marchande mondialisée. Mais il faudrait aussi pouvoir apprécier le délabrement généralisé provoqué par cette mondialisation. Ce sont des raisonnements proprement liés à la domination de l'économie marchande sur la vie sociale qui expliquent pourquoi les politiques de santé publique ont détérioré *sciemment* les infrastructures hospitalières aujourd'hui défaillantes. L'abandon de certaines recherches fondamentales, comme peut-être celles portant sur des coronavirus alors peu alarmants, a obéi au même type de

logique. Autant dire que l'ennemi est certes invisible, mais il n'est pas celui qu'on croit ; c'est une forme spectrale qui vampirise réellement le vivant (de la nature comme de la société), *le mort saisit le vif* : le Capital.

Aussi, au moment où tout commence à se fissurer, ne faut-il point s'étonner des mesures exceptionnelles d'état d'urgence qui sont décrétées et multipliées à l'échelle mondiale. La mobilisation (ou plutôt, dans le cas précis, l'immobilisation) est toujours avancée sur un air martial dans les moments de décomposition. La crise sanitaire mondiale n'est que la goutte d'eau qui fait déborder le vase, si l'on peut se permettre de le dire ainsi. Depuis plus de dix ans, tous les signaux se mettent progressivement en alerte : crise écologique majeure, multiplication des conflits ouverts, révoltes sociales de plus en plus virulentes, et même l'amorce d'une crise financière majeure se profilant avant l'épidémie. Présenter celle-ci comme une invasion à laquelle il faut répondre par l'état de guerre remplit les mêmes fonctions idéologiques que tout discours belliqueux se doit de remplir : soumettre les esprits à la défense de l'ordre de la domination présente. « There is no alternative » est désormais épaulé ouvertement par l'Autorité de la Science. Utiliser une crise majeure pour faire avancer *le troupeau aveugle* vers son hécatombe programmée, tel est le dessein inavoué de la folie qui a bien plus contaminé le monde que n'importe quel virus.

Dans l'Italie fasciste, le *confinato* était un opposant politique que l'on exilait dans un village de quelque région particulièrement reculée, d'où celui-ci ne devait en aucune façon s'éloigner. C'était une manière bien italienne d'emprisonner et de réduire au silence toute forme d'opposition, qui avait plus de charme qu'un camp de concentration nazi ou qu'un goulag. Le confinement imposé à des populations entières se situe, dans la forme, un peu entre ces deux extrêmes. Mais, de par le saut quantitatif opéré, sa fonction qualitative relève d'un autre ordre qui range le fascisme dans la catégorie de systèmes d'oppression artisanaux. Ici, il ne s'agit plus d'écarter une opposition, aussi importante puisse-t-elle être. Non, il s'agit, au contraire, de conforter la tendance présente à l'intégration. Intégration non seulement à l'idéologie de guerre que ne peut manquer de développer le capitalisme en crise, mais aussi intégration à l'immense dispositif machinique qui soumet les hommes à la domination et à la reproduction du Capital. Que la vie proprement sociale, celle, disons, de la « socialité » des rapports humains qui s'étendent bien au-delà de la médiation marchande, que ces relations humaines directes et gratuites puissent être sacrifiées au nom de la sécurité des « citoyens », parce que « non-essentielles », voilà ce qui peut être entendu et exécuté comme un ordre pour celui qui s'est depuis longtemps adapté à ne plus trop rencontrer d'humains pour faire ses courses, pour travailler, pour se divertir, etc. Ce n'est pas directement Internet qui, par exemple, a créé la séparation, mais il est devenu un bon moyen de la justifier. Dans ce contexte, le confinement généralisé, tout comme l'état d'urgence, se présentent assurément comme des « moments éducatifs » pour contraindre les populations à se plier aux nouvelles normes de la société dite numérique : télétravail, télé-enseignement, télé-achats, télé-divertissement, etc, etc. Au sortir de la crise, (si sortie réelle, il peut y avoir), le nombre de convertis à cette réinvention de la vie dans le virtuel ne pourra qu'avoir évidemment augmenté, pour laisser les derniers réfractaires dans une telle zone de marginalité qu'ils devront avant tout se préoccuper de leur propre survie, comme cette immense partie du *prolétariat invisible* qui produit réellement toute cette pacotille de marchandises informatiques, consommées par d'autres.

Nul besoin d'élaborer une quelconque « théorie du complot » pour comprendre cette évolution, sauf pour ceux qui se refusent à admettre celle-ci dans la totalité historique qui lui correspond : l'histoire du développement de la forme capitaliste jusqu'à sa dimension mondiale. Il faut plutôt comprendre la crise actuelle,

jusque dans sa dimension intégratrice, comme l'aboutissement logique d'un processus d'*automatisation* du dispositif capitaliste de la production, comme « le *seuil d'autonomisation irréversible* du Dispositif cybernétique planétaire à partir duquel émergerait une Intelligence artificielle désormais seul Sujet planétaire, autocratique et dominant » (Jean Vioulac, *Approche de la criticité*, Puf, 2018). C'est une illusion délibérément entretenue que celle d'une gouvernance politique du monde portée par des consciences éclairées (même par leurs propres intérêts). Il y a maintenant longtemps que cette « politique » a été réduite *au pur calcul*, que tout ceci est devenu simple gestion économique des flux. Le parachèvement du capital, c'est la Machine. Aussi peut-on déjà abandonner l'analyse des situations et la prise de choix dans les décisions à quelques idolâtres de la positivité scientifique, qui s'en remettent aussi à leur tour aux « raisonnements » performants des ordinateurs de la « nouvelle génération ».

Mais ce parachèvement machinique du capital le conduit aussi à sa perte. Comme le constatait Nietzsche, « il n'arrive *rien* dans la réalité qui corresponde rigoureusement à la logique ». À vouloir s'appuyer sur une conception positiviste de l'organisation de la société, à se laisser porter par l'efficacité de la contrainte cybernétique, on abandonne toute la richesse qui est inscrite dans le concept de réalité ; richesse qui échappe à tout calcul. Et la guerre que veut ainsi mener le capital est déjà perdue d'avance. « Sa nature objective la transformant (…) en un calcul de probabilités, la guerre n'a plus besoin que d'un seul élément, le *hasard*, pour devenir un véritable *jeu*. Or, de toutes les activités humaines, il n'en est pas une qui soit aussi constamment et aussi généralement en contact avec le hasard que la guerre, et où, par suite, il faille laisser autant de place à l'imprévu et à la chance ». C'est ce principe de la théorie clausewitzienne de la guerre, mal compris par la domination, qui déterminera en vérité l'issue du jeu qui se dégage désormais. Dans sa logique totalitaire, le Capital va sans aucun doute intensifier sa guerre et resserrer les contraintes qui pèsent sur la vie sociale ; son emprise peut ainsi se renforcer considérablement dans l'immédiat. Mais, à terme, il est bien vain d'imaginer le monde sous les couleurs d'une contre-utopie orwellienne. Le contrôle et l'intégration absolus ne sont que le pauvre fantasme de l'idéologie de tous les pouvoirs. Il n'y a pas un jour qui passe sans que la domination qui s'exerce prenne une décision qui l'engage dans l'apparition de nouveaux problèmes. Ce sont simplement tous les calculs qui étaient faussés depuis le début.

Voilà donc une civilisation qui brûle, chavire et s'enfonce toute entière. Ah ! Le beau torpillage !

Et dans cet effondrement, c'est comme si on attendait encore quelque miracle, en se réfugiant dans le pauvre imaginaire fabriqué sur mesure pour vendre les marchandises du futur. Comme si la faille qui s'ouvrait n'était pas perçue comme la possibilité de l'avènement d'un Autre absolument radical. « La pensée elle aussi, qui maintient la possibilité sans cesse défaite contre la réalité, ne peut la maintenir que dans la mesure où elle comprend la possibilité comme une possibilité de la réalité, envisagée sous l'aspect de la réalisation ; comme ce vers quoi la réalité elle-même, bien que timidement, essaie de se porter et non comme un "si seulement" dont la tonalité s'est à l'avance accommodée de l'échec » (Adorno). Dans ce sens, la crise peut aussi être comprise comme le moment proprement *critique* qui ouvre à la possibilité de libérer le monde de l'emprise machinique

du capital qui le conduit à sa destruction.

Le capital a déclaré ouvertement la guerre au vivant ; il n'y a plus d'autres choix que d'assumer cette réalité. Le vivant doit répondre par la guerre au capital et mener son combat révolutionnaire. La crise ouverte peut aussi renverser les perspectives.

« Que la vie meure, soit ; il ne faut pas que la mort vive » (Karl Marx, mai 1842).■

Pascal Dumontier,
Paris, 26 mars 2020.

Vide, Covid et autres embûches

Il ne faut sans doute pas trop attendre de la « sortie » de la crise sanitaire actuelle, qui ne peut être d'ailleurs qu'une sortie provisoire. Tant que ne sera pas réglé le problème de la cause essentielle de ce phénomène, à savoir le développement délirant, au sens psychiatrique du terme, de la société marchande, qui se montre ainsi sous son *vrai* jour, ne sera pas réglé non plus celui des conséquences et des sous-conséquences. La pandémie galopante que nous connaissons en fait partie. Sans avoir de goût ni d'aptitude particulière pour la profession de devin, on peut cependant imaginer que cette crise, avec tout ce qu'elle implique, du point de vue sanitaire, humain, économique, n'est que la première de la sorte, la première à se propager aussi rapidement sur toute la surface de la planète et à bloquer ainsi l'économie mondiale. Les mêmes causes produiront les mêmes effets à l'avenir, sans aucun doute encore plus désastreux et sous des formes qu'il nous est encore difficile d'entrevoir.

Il ne faudra bien évidemment rien attendre des États, en tout cas rien de positif, mais cela nous le savons bien. Nous connaissons leur rôle et leur imbrication totale dans le fonctionnement du capital. Ces forces mortifères, malgré les déclarations lénifiantes des uns ou des autres, et la prise envisageable de quelques mesures en trompe l'œil, n'auront de cesse qu'elle n'aient fait rugir à nouveau les chevaux-vapeur de la croissance, dussent-elles pour cela pousser à son terme l'entreprise déjà bien engagée de dévastation de la planète et de l'humanité. Faire appel à la raison ? Autant demander à un banc de piranhas de devenir végétarien. Dans les milieux économiques, après avoir fait son deuil de la récession historique qui s'est amorcée et va se poursuivre un moment, on s'est déjà penché sur les courbes prévisionnelles et estimations du taux de croissance qui ne pourra que *rebondir* une fois la crise passée. Il ne fait aucun doute qu'ils seront aidés en cela par des nuées de spécialistes de tout poil, parmi lesquels les « écologistes » d'administration centrale se tailleront vraisemblablement la part du lion. Ce sont eux les plombiers, les experts en canalisation, en canalisation des foules inquiètes bien sûr, et ils colmateront les fuites du mieux qu'ils pourront. Mais il ne fait aucun doute que tous ceux qui jusqu'à aujourd'hui ont contribué au maintien de l'ordre existant, qu'ils soient issus du monde associatif, syndical ou politique, seront de la fête. Bien entendu, afin que la machine soit relancée dans les meilleures conditions, chacun devra y mettre du sien, et des mesures concernant l'augmentation hebdomadaire du temps de travail ont été prises récemment en ce sens. C'est aussi dans cette perspective qu'il faut comprendre la réouverture des établissements scolaires prévue pour le 11 mai. Pour que les parents puissent retourner au travail, il va bien falloir garder les enfants. C'est à cette tâche que seront assignés les professeurs, au péril de la santé de tous. Comment interpréter autrement cette réouverture, alors que cafés, restaurants et

cinémas resteront fermés ? Mais cela n'a rien de surprenant. L'éducation nationale était déjà devenue un laboratoire de la numérisation de la jeunesse scolarisée. Depuis la fermeture des établissements scolaires, on a tenté d'enrôler les professeurs, et nombre d'entre eux se sont engagés volontairement, dans la grande armée du 2, ou 3, ou 4.0. Peu leur chaut que le monde d'après soit bien pire, c'est le monde de demain et ils y aspirent. Depuis le temps qu'ils collaborent, qu'ils respectent des programmes indigents sans se poser la moindre question et font passer des examens à ceux dont la fonction sera de faire tourner la machine (c'est sans doute cela, faire réussir les élèves), ils ne relèveront pas la tête du guidon.

Voilà qui nous conduit à nous demander s'il faut s'attendre, comme d'aucuns l'espèrent, à une prise de conscience largement partagée, pour ne pas dire générale, du caractère mortifère enfin mis à nu de la société du capital. À un éveil, ou un réveil en somme ? Dans l'absolu, pourquoi pas, mais l'on peut se permettre de douter. Restons dans le domaine de la santé. Il n'y a pas eu d'éveil lorsque la calamité nucléaire s'est abattue sur la planète après les deux accidents majeurs qui ont eu lieu ces dernières décennies. C'était là pourtant la démonstration du bien-fondé des luttes antinucléaires des années soixante-dix et du début des années quatre-vingt, qui furent menées par des minorités, sauf localement. Et que dire de Bure, aujourd'hui, où l'on construit un centre d'enfouissement des déchets nucléaire dans l'indifférence quasi générale ? Et de tout ce qui se construit du même ordre dans le monde ? Depuis longtemps déjà la société du capital met en péril la santé, voire la vie, de tous. L'épidémie de Covid-19 est l'acmé provisoire d'un état sanitaire global auquel beaucoup se sont déjà habitués (empoisonnements, cancers, maladies dégénératives, etc., sont-ils donc devenus tellement banals ?), et qui n'a entraîné que des révoltes limitées dans le temps et dans l'espace, et n'ont que rarement conduit à une remise en cause de la totalité. L'ampleur de cette crise, dont on commence à comprendre qu'elle ne relève pas de la simple fatalité, suffira-t-elle à *booster* le désir de ne plus être de simples spectateurs ? Faut-il d'ailleurs compter sur le fait que l'aspiration à une vie autre ne puisse commencer à émerger que de manière presque mécanique, sous la pression des événements, et en l'occurrence, d'un prévisible désastre ? L'aspiration à la liberté peut-elle naître d'une contrainte ? S'agit-il d'ailleurs alors d'une aspiration à la liberté, à l'émancipation humaine, ou plus prosaïquement d'un sauve-qui-peut, d'un petit arrangement avec le désastre ?

Nous nous contenterons de laisser ici ces questions en suspens. Comment se frayer un chemin entre des chemins balisés et les ritournelles qui vont avec d'une part, et le pur idéalisme d'autre part, qui ne tiendrait pas compte des réalités des luttes du passé ? Ce qui semble certain, c'est qu'une transformation profonde des rapports humains vers une société débarrassée de toute forme de domination politique et économique, qui serait le fruit des aspirations de tous, ne peut être qu'une action consciente en situation. Il n'y aura pas de rupture qualitative au détour d'un mouvement social seulement défensif et encadré, ni dans des circonstances purement anxiogènes. Il est tout aussi inutile de s'illusionner sur un mouvement qui se construirait brique par brique, avec abnégation, à la sueur de fronts qui militent. Il n'y aura de rupture que née du désir du plus grand nombre de vivre une vie belle,

que de cette pulsion libératrice qui conduit à la beauté. Peut-être est-elle déjà là, qui sait, bien cachée alors, derrière le conformisme qui pousse la plupart des gens à adopter les gestes, les mots, les comportements qui aboutissent tous au triomphe de la marchandise et d'une société, si elle mérite encore d'être ainsi désignée, administrée jusque dans les moindres détails du quotidien, au nom de la sécurité, de la santé, de l'efficacité, etc. Peut-être est-elle déjà là, et ce que l'on peut redouter de la fin – provisoire – d'une crise comme celle que nous connaissons actuellement, à savoir un féroce appétit de consommation qui viendrait compenser les frustrations du grand enfermement, ce que l'on a entendu appeler dernièrement le retour des « jours heureux », fera-t-il place à une belle surprise. Les « jours heureux » ! De quels jours heureux peut-on avoir aujourd'hui la nostalgie ? Les seuls jours heureux dignes de ce nom sont ceux que nous avons su soustraire à la domination, dans nos vies et nos pratiques, ou encore ceux qui restent à l'état de songes lointain, quelque part dans nos rêves, là où la glu du capital ne s'est encore pas immiscée. Ils n'ont rien à voir avec les « jours heureux » du travail abstrait, de la consommation, de la misère, des antidépresseurs, de la surveillance numérique. Mais c'est sans doute pour apprendre de nous le secret du bonheur que le dominants nous surveillent de plus en plus étroitement. Nous verrons bien si à ces « jours heureux-là », les hommes de masse continueront de souscrire. Nous verrons bien s'ils se contenteront d'applaudir aux fenêtres ou ailleurs (geste copieusement relayé par les médias tant il est inoffensif et même intégrateur) les membres du personnel de santé, certes particulièrement courageux et exposés en ces circonstances. Ou alors, se diront-ils qu'il n'est vraiment plus possible de vivre dans un monde destructeur qui a mis ces travailleurs dans une telle situation, qui nous a tous mis dans cette situation ? Peut-être auront-ils le désir de remplacer ce monde par un autre. Alors seulement, la masse se dissoudra pour laisser place à des individus créateurs et une véritable histoire humaine pourra commencer.■

Contre le virus capitaliste et sa société désolante

> « Ce qui précipite si facilement les hommes vers les mouvements totalitaires et les prépare à une domination de ce type, c'est la désolation croissante. »
>
> Hannah Arendt

Les gardiens de l'ordre capitaliste martèlent à l'unisson qu'*« il y aura un avant et un après cette épidémie »*. Or, rien ne garantit un futur préférable à la situation qui prévalait pour la majorité de la population laborieuse avant l'apparition du Covid-19.

La crise multidimensionnelle dans laquelle nous ont plongé les irresponsables gouvernementaux rappelle, s'il en était encore besoin, que la bourgeoisie et son État ne se contentent pas de reprendre d'une main ce qu'ils prétendent donner de l'autre.

« Quoi qu'il en coûte », le pouvoir cherche en effet à protéger les intérêts des patrons au détriment de la santé des exploités. *« Nous sommes en guerre »*, certes. Sauf que le conflit ne se cantonne pas au domaine sanitaire : il est éminemment politique et social.

Quand, avec un cynisme certain, une porte-parole salue les salariés qui vont travailler *« la boule au ventre »*, il s'agit surtout de refuser l'exercice du droit de retrait pour ceux dont les employeurs feraient respecter les fumeuses *« mesures barrières »*.

Ainsi, les ouvriers qui ne peuvent guère recourir au télétravail – facteur supplémentaire de désocialisation – mesurent tout le mépris de classe dont ils font l'objet, jetant une lumière crue sur la *« distance sociale »* qui les sépare des préposés à l'encadrement.

Les indépendants, auto-entrepreneurs, artistes et autres travailleurs informels qui se débrouillaient tant bien que mal en dehors du salariat réglementé mesurent l'extrême fragilité de leur situation peu enviable.

Avec les chômeurs, les détenus, les sans-abris ou les étrangers, ils ressentent dans leur chair l'exclusion qui terrorise une classe moyenne jalouse de ses avantages, son arrogance, son langage et ses innombrables signes distinctifs.

Après le premier tour des municipales, la gauche radicale a souligné le *« large désintérêt populaire pour cette élection perçue comme totalement déplacée »*. Ne fallait-il pas, dès lors, appeler au boycott actif de ce scrutin comme de tous les suivants ?

Dans une subite audace, des organisations franciliennes déclarent que *« le syndicalisme ne saurait devenir le supplétif du gouvernement »*. Or, les bureaucrates n'ont-ils jamais fait autre chose en cautionnant ces dernières années un *« dialogue social »* subventionné ?

Pendant ce temps, un magazine de la droite dure ricane devant la pagaille qui règnerait dans des *« quartiers populaires »* où l'on se bat – au sens propre – pour défendre son bifteck devant une boucherie hallal de la banlieue sud.

Tandis que les identitaires applaudissent au rapatriement d'Africains coincés en France, les xénophobes ne disent rien sur les Parisiens aisés qui ont fui la capitale pour gagner leurs résidences luxueuses de province.

Quant aux intégristes, ils invitent *« à voir à travers l'épreuve du coronavirus et des conséquences qu'elle entraîne pour nous aujourd'hui la volonté de Dieu. »* Réjouissons-nous plutôt de la fermeture des lieux de culte et des enceintes sportives.

Le lock-out décidé unilatéralement par les autorités permet de dresser l'inventaire des *« activités essentielles »* et, par contraste, celui des tâches antagoniques à la satisfaction des besoins humains favorisées par un mode de production parasitaire.

Un journal laïque signalait que l'art et la culture devenaient explicitement *« non indispensables »* aux yeux des tenants du régime. Comme si la plèbe ne pouvait se contenter que de pâtes industrielles ou de boîtes de conserve.

En réponse au mépris pour l'université et la recherche, un collectif réclame *« respect, éthique intellectuelle, transparence et intégrité »*, autant de valeurs à rebours des pratiques féodo-vassaliques qui régissent ce milieu menacé de clochardisation.

La situation n'est pas différente dans les autres secteurs de ce qu'on appelle *« service public »* par abus de langage ; cette notion anachronique démantelée par la gauche, privatisée par la droite, contre-réforme après contre-réforme, froidement.

La santé n'est pas en reste. En une quinzaine d'années, des dizaines de milliers d'emplois et près de 70 000 lits ont disparu à l'hôpital public selon un quotidien. Mais applaudir à son balcon ne suffit pas à restituer ce qui a été détruit et volé.

Les *« inconscients »* ne sont pas les flâneurs que les drones surveillent ou que les policiers verbalisent. Ce sont les professionnels de la représentation qui ont bradé les conquêtes sociales. Ce sont les poseurs de la contestation qui ont multiplié les impasses.

Il n'y a plus rien à attendre des tenants d'une radicalité postmoderne (intersectionnels, décoloniaux, animalitaires, etc.) dont les thèses ont été balayées par cette déflagration qui interpelle notre commune humanité.

Par conséquent, il faudra établir le bilan des défaites successives et refuser, dès à présent, les fausses recettes qui ont conduit au désastre planétaire. La *« crise sanitaire »* exprime la crise du capitalisme et de la démocratie représentative qu'il faut rejeter définitivement.

Pourtant, d'aucuns en viennent à justifier l'attestation de sortie qui, toutes proportions gardées, remémore le livret d'ouvrier de l'Ancien Régime ou le permis de voyage sous la colonisation. Inutile de franchir le point Godwin...

Quelle liberté perdue faudra-t-il pleurer demain ? Ici et maintenant, cette crise permet de tester à grande échelle les instruments d'un contrôle social perfectionné grâce aux nouvelles technologies. Et tout cela au nom de notre santé.

Car cette épreuve révèle les peurs enfouies, le degré d'aliénation et le niveau de passivité entretenu par l'injonction *« restez chez vous »* répétée inlassablement par les média de masse et relayée jusque dans nos logements exigus par voie d'affichage.

Mais la crainte ne nous grandit pas. Loin de là. L'isolement n'ouvre aucune perspective émancipatrice. L'atomisation sert le pouvoir, tous les pouvoirs. La propagande anxiogène vise à renforcer l'atomisation et à infantiliser des adultes déjà fragilisés.

Sur la radio publique, les auditeurs attendent des experts des consignes à propos de ce qu'ils ont le droit de faire, comme les jeûneurs demandent aux imams ce qui est licite sur les stations communautaires pendant le mois de Ramadan.

Heure après heure, les sirènes deviennent plus bruyantes. Que dire des regards fuyants quand on croise un piéton dans un quartier désert ? Les masques, plus nombreux sur les visages malgré les stocks vidés, défigurent et installent l'ambiance d'un hôpital militaire.

L'absurdité d'un mode de vie subi éclate au grand jour avec la pandémie : le confinement a provoqué l'augmentation des ventes d'accessoires sexuels, de drogues et d'armes aux États-Unis. Sans parler de la pénurie de papier hygiénique dans les supermarchés.

On assiste à une ruée paradoxale sur les sites de rencontres alors que celles-ci ne sont plus possibles et encore moins désirées par des célibataires depuis longtemps indisponibles, dépressifs ou en épuisement professionnel.

Le toucher était suspect dans nos contrées inclusives, le contact devient criminel. On pourra balancer son malade et le géolocaliser grâce à des applications qui ramènent le morbide à une dimension ludique, comme n'importe quel jeu vidéo.

Mais la réalité nous rattrape très vite, à mesure que les *« cellules éthiques »* opèrent un tri selon les chances de survie des patients, comme dans l'Italie voisine, et que se creuse *« l'espace de courtoisie »* entre chaque consommateur.

Pour sortir du marasme, il faudra sans doute, ainsi que le suggère une revue chinoise, *« opérer dans cet état perpétuel de crise et d'atomisation »*. D'autant que tout n'est pas perdu. Selon le quotidien français de référence, *« l'union sacrée »* n'est pas encore réalisée.

Tel est leur problème, telle est notre solution !

Socialisme ou barbarie...

Eros ou Thanatos...■

Paris, le 22 mars 2020

Nedjib Sidi Moussa.

Les mites de l'éternel retour
(ou gare aux faux mouvements)

« À la fin tu es las de ce monde ancien. »
« Et la rue elle est à qui ? Au travail abstrait ! »[1]

Comme nous l'avions pressenti et craint, le mouvement de grève contre la réforme des retraites – qui n'a concerné que quelques secteurs d'activité – a suivi, peu ou prou, le même chemin que la plupart des mouvements défensifs qui ont émaillé le dernier quart de siècle. En premier lieu, il n'a pas réussi à créer dès le début, comme cela eût été nécessaire, une dynamique suffisamment puissante pour entraîner massivement d'autres secteurs. S'il y avait beaucoup de détermination à la SNCF et à la RATP le 5 décembre 2019 et les jours qui ont suivi, ce ne fut pas exactement le cas ailleurs. Il y a eu beaucoup de tergiversations à l'éducation nationale, et la forte mobilisation du 5 décembre dans un certain nombre d'établissements ne doit pas masquer la réalité : le 6 décembre, c'était déjà beaucoup moins bien, et la crainte de se voir retirer le premier week-end de salaire (en vertu de l'arrêt Omont), a refroidi de nombreuse ardeurs. C'est donc la

[1] Les deux plus beaux slogans scandés dans la rue lors des manifestations des mois de décembre 2019 et janvier 2020, et qui prouvent qu'il ne faut jamais se laisser aller à trop d'amertume.

stratégie des temps forts, celle de l'échec assuré, qui a été privilégiée. Et pour meubler les vides, pour masquer un effilochage assez précoce, entretenir le mythe d'un mouvement qui ne faiblit pas, ont été menées beaucoup d'« actions » spectaculaires et très minoritaires hantées par le spectre de la grève générale qui avait traversé les murs pour se réfugier dans des temps meilleurs. Mais il serait vain de s'attarder sur ce genre de considérations, tant il paraît désormais fastidieux et inutile de devoir faire le même constat après chaque mouvement. Il paraît aussi vain de chercher les causes de la passivité du plus grand nombre, qui aurait bien sûr pu changer la donne s'il était entré massivement dans la grève. Si ! On peut cependant évoquer la misère grandissante, la précarité, l'endettement, le vide politique, la propagande des ultralibéraux via les média assermentés… Ce n'est pas rien.

Mais surtout : qu'attendaient réellement les grévistes, contre les différentes « réformes » des retraites, en 2003, en 2010, en 2019-2020 ? Certes, l'abandon de ces « réformes », mais rien de plus ? Si ces mouvements avaient été victorieux, ou plutôt, si ce dernier mouvement avait été victorieux, serait-il satisfaisant, aujourd'hui en 2020, après quarante ans de régression sociale, de vivre comme en novembre 2019 ? Est-il désirable, de se contenter de vouloir vivre comme en 2019 ? Ou encore en 2010 ? Et même, en 2002 ? En quelle année faudrait-il donc fixer le seuil de l'acceptable ? Faudrait-il donc revenir à l'époque desdites « Trente glorieuses » ? Aujourd'hui, avec le recul des années et une certaine méconnaissance de cette période[2], ces années-là apparaissent aux yeux de beaucoup comme un quasi paradis perdu. On en vient presque à se demander pourquoi, en 1968, la France a pu connaître la plus grande grève générale de son histoire. Mais revenons à 2019. Souvenons-nous, l'effort de mémoire ne devrait pas être trop important. Inutile d'utiliser son smartphone, c'est même déconseillé, pour constater que le totalitarisme techno-marchand était déjà en place (il progresse un peu plus chaque jour, c'est vrai, emportant avec lui l'humanité de l'homme) ; que, sous l'effet des bouleversements climatiques causés par la machine industrielle, mais aussi par le mode de vie qui va avec, le monde du vivant était déjà en train de dépérir depuis longtemps ; que la vie quotidienne, malgré tous les écrans (de fumée, à cristaux liquides…), prise entre travail, déplacements (on dit aujourd'hui « mobilités », prière surtout de ne pas omettre le pluriel, cela vous marque à vie), addiction aux jeux stupides, violents et décérébrants ainsi qu'au sport, était suffisamment désespérante pour masquer les possibilités d'émancipation qu'elle recèle (ou recelait ?).

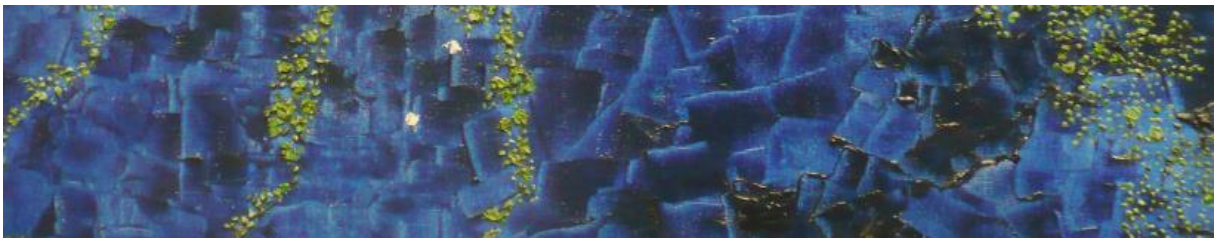
Lors du dernier mouvement, comme de tous ceux qui l'ont précédé, il a été extrêmement difficile de dépasser l'obsession défensive et réformiste : si l'on se battait contre la « réforme » des retraites, ce n'était pas le moment d'aborder d'autres sujets ; les assemblées générales ne devaient pas sortir de ce cadre. En clair, ce n'est jamais le bon moment pour espérer transformer une assemblée générale contre la « réforme » des retraites en espace oppositionnel où pourraient être abordés les problèmes essentiels, ceux dont tous les autres ne sont que les désastreuses conséquences. On se battait contre la « réforme », un point, c'était tout ! Et c'était sans réplique. C'est ainsi que l'on s'est entendu dire que l'on avait besoin d'une victoire. Mais on oublie que certaines victoires valent bien des défaites. Lorsque les ouvriers, en juin 1968, rentrèrent dans leurs usines encadrés par des délégués syndicaux soulagés de s'en sortir à si bon compte et chantant l'Internationale, usines dans lesquelles ils avaient passé les plus belles années de leur vie, et où ils vieilliraient sous le harnais jusqu'à la retraite, les augmentations de salaires dont ils furent bénéficiaires et qui améliorèrent momentanément leur survie (et ne tarderaient pas à être grignotées par une importante inflation) n'avaient pourtant pas de quoi provoquer la liesse. Beaucoup le comprirent alors. Et les « victoires » de 1994 contre le CIP de Balladur, celle de 1995, pourquoi pas celle du référendum de 2005, celle de 2006 contre le CPE ? Toutes ces belles « victoires », comme autant de carcasses calcinées abandonnées au bord de la route, et auxquelles nous ne jetons même plus un coup d'œil, lancés que nous sommes dans nos bolides, à 80km/h !

[2] On lira avec profit, si ce n'est déjà fait, Céline Plessis, Sezin Topçu, Christophe Bonneuil, *Une autre histoire des « Trente glorieuses »*, Paris, La Découverte, 2013.

La retraite donc ! La retraite au bout du chemin. « Et voici la scène finale / Qui met un terme à cette étrange histoire. »[3] Naguère, ou jadis, qui sait, dans un article intitulé « Le rapt du temps », nous écrivions ceci : « La compartimentation de la vie en périodes étanches et l'enchaînement supposé inéluctable de ces périodes constituent autant d'accélérateurs de temps, la plus longue en durée linéaire étant dans la plupart des cas celle du travail. »[4] Devrions-nous donc nous contenter de parler de la période estampillée « retraite » de façon abstraite, comme le font par exemple si généreusement certains syndicats et partis de gauche, invoquant le retour aux trente-sept années – et demie ! – de cotisation, comme si ces trente-sept années et demie - il ne faut jamais oublier cette dernière demi-année, tant elle est triste à pleurer – c'était cela, la vie. Et au service de qui ? Et le temps, il est à qui ? « Au ca-pi-tal ! » Ne devrions-nous pas plutôt nous demander comment nous vivons, en quoi consiste cette vie au quotidien, à quoi il nous serait possible d'aspirer ? À quatre décennies de travail avec assez d'argent, avec une répartition plus juste des salaires ? À des patrons plus humains en somme ? À des vacances bien méritées qui nous permettraient de nous envoler pour des destinations lointaines à des tarifs promotionnels ? En tout cas, à des loisirs à la portée de tous ? À des transports non polluants, enfin ? Au travail pour tous ? C'est donc cela, la vie à laquelle nous pourrions aspirer ? La même qu'aujourd'hui, en somme, mais en mieux quand même, en plus juste, avec moins d'inégalités… Moins (!) d'inégalités.

La retraite ! Une vie, toute une vie ou presque, pour faire l'expérience de cet aboutissement. Peut-être bien que pour Montaigne, philosopher, c'était apprendre à mourir. Et Montaigne a philosophé. Mais ce qui est sûr pour nous, c'est que travailler, c'est apprendre à mourir, ou c'est mourir. Un être humain, dans un système inhumain, ne vaut que par sa force de travail. Il est parfaitement logique qu'il revienne le moins cher possible lorsqu'il ne travaille plus. Alors, on fait une, plusieurs réformes. Qu'il ait le temps de remette un peu d'ordre dans ses affaires avant le grand saut, bon, cela peut se concevoir. Mais s'il peut rapporter encore, et gros, le voici qui retrouve une forme d'utilité sociale, le voici créateur d'emplois. Lorsque vient le grand âge, souvent sorti de la vie sociale, parqué dans des espaces restreints, « il redevient enfant, l'enfant qui vient de naître / Sans mémoire, sans dents, sans yeux, sans goût, sans rien. »[5]

C'est pour faire l'expérience de ce désirable aboutissement, conséquence d'une vie sociale profondément dégradée, dévastée par le marché, qu'il aurait fallu, qu'il faudrait encore, au nom du cloisonnement des rôles, des tâches, des moments, de la spécialisation du domaine et du personnel politiques, de ladite démocratie représentative, en vertu de toutes les séparations qui font obstacle à l'émancipation humaine, nous contenter de dignement scander, quel que soit le degré d'affaissement général de la vie et le sombre avenir qui nous est promis si nous ne reprenons pas en main notre destin, quel que soit le lieu ou les circonstances : « Non, non, non, à la réforme des retraites » et continuer à créer « la société qui nous maintient dans un piège »[6] ?■



[3] William Shakespeare, « Comme il vous plaira », in *Œuvres complètes. Tome II*, Paris, Gallimard (La Pléiade), 1994, p. 114.
[4] *Négatif* n°9, février 2008, consultable sur le site bulletin-negatif.org
[5] William Shakespeare, *op. cit.*, p.114.
[6] John Holloway, *Crack capitalism*, Paris, Libertalia, 2012, p. 159.

Les stases d'une opposition hivernale

> « Les révolutions prolétariennes, au contraire, comme celles du XIXe siècle, se soumettent elles-mêmes à une critique permanente, ne cessent d'interrompre leur propre cours, reviennent sur ce qui semble déjà avoir été acquis, pour le recommencer une fois de plus, raillent sans complaisance les velléités, faiblesses et misères de leurs premières tentatives, semblent n'assommer leur adversaire que pour le laisser tirer du sol des forces nouvelles et se redresser encore grandi en face d'elles, ne cessent de reculer devant l'immensité chaotique de leurs propres buts, jusqu'à ce qu'enfin la situation créée rende tout retour en arrière impossible et que les circonstances elles-mêmes lancent ce cri : "Hic Rhodus, hic salta !" Voici la rose, ici tu dois danser ! »
>
> Karl Marx, « Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte (1852) », *Œuvres IV. Politique I*, Paris, Gallimard, « La Pléiade », 1994, p. 441.

Pendant ces derniers mois de décembre-janvier-février où la France était agitée par l'opposition à la retraite-à-points, il a été beaucoup question de « l'inquiétude des Français » face aux changements nécessaires impliqués par cette réforme présentée comme « plus juste ». Manière de stigmatiser l'arriération et l'empâtement de toute une frange de la population. Du côté des experts et autres analystes, voire de certains syndicalistes, la seule chose malheureuse aurait été les maladresses du gouvernement dans sa méthode. La ritournelle est désormais usée : déjà en 2010, lors d'une précédente réforme des retraites, ce petit air s'entendait parmi les médiatiques à forme de syndicaliste. En tout cas la rhétorique macronienne sur la mobilité faisait partie de la propagande pour créer l'adhésion à ce « projet ».

Sur le front du refus, dans toutes les têtes, il était question de colère mâtinée de revanche plutôt que d'inquiétude. Cela se sentait, se respirait à pleins poumons. C'était avant le connarovirus. Il faut dire qu'une fois de plus, l'arrogance du personnel d'État était à son comble : la « pédagogie » et l'infantilisation battaient leur plein alors même que l'improvisation brutale – comme face au Sras-Cov-2, selon la science – régnait sur les hauteurs de l'État.

Les hostilités ont commencé avec les salariés de la RATP (Régie Autonome des Transports Parisiens) le 13 septembre. Par la suite, peu d'attention a été portée au retrait généralisé des conducteurs et contrôleurs de la SNCF suite à l'accident de TER (Transport Express Régional) survenu le mercredi 16 octobre sur un passage à niveau de Saint-Pierre-sur-Vence (Ardennes) qui a fait onze blessés. L'usage massif du droit de retrait était un événement où était dénoncé la compression des effectifs qui avait abouti à ce que des conducteurs se retrouvent seuls dans un train. Le représentant placier de la classe dominante dans ce secteur a dû réagir vertement en contestant ce droit pour le requalifier en grève avec toute la juridiction qui la légitime, mais surtout pour signifier qu'elle était donc illégale. Il faut dire que le geste radical des agents SNCF intervenait au moment des départs en vacances d'automne. Dans la foulée et tant qu'à faire, la grève était aussi considérée illégitime par la direction de la SNCF. Voilà une grève sans revendications qui existait sans qu'aucun préavis syndical n'en ait autorisé la possibilité. Le droit retrouvait ainsi sa source : le rapport de force. La loi passait à l'arrière-plan et devenait relative. Parler de « grève sauvage » était là pour effrayer et faire immédiatement penser à la sauvagerie. Une autre mobilité que la jupitérienne se manifestait : un devenir.

Et quoi de plus défensif que cette réaction à un fait qui était la conséquence de mesures défavorables aux salariés de la SNCF ? Pourtant l'initiative spontanée des agents obligeait

direction et syndicats à se concerter dans la nuit du vendredi au samedi. Et ce refus déterminé donnait quelque crédit à l'autre initiative qui était venue de Paris avec la RATP, le préavis de grève illimitée à partir du 5 décembre. On pouvait bien sûr être sceptique sur ce genre de mouvement où les choses se passent surtout médiatiquement avec une Intersyndicale du haut qui manœuvre et qui finit par « siffler la fin de la récréation ». Ici la situation était différente avec la permanence rafraîchissante des Gilets jaunes. Et le pouvoir était affaibli, malgré ses mesures d'exceptions concernant « les casseurs » qui constitutionnalisaient l'état d'urgence consécutif aux attentats des intégristes musulmans obsédés par un djihad venu d'Irak et de Syrie.

Dire que c'était peine perdue, que tout revient toujours au même à partir de maintenant (où désormais, il faudrait attendre « le jour d'après ») est une illusion rétrospective : celle qui voudrait ne voir le passé qu'à partir de ce qu'il est devenu. Cela autorise tous les bricolages narratifs qui déforment le moment passé envisagé. Et s'agit-il même d'un passé, tellement son actualité est intégrée dans ce présent calfeutré ? De plus, en situation d'adversité, la défensive est bien trop souvent conçue comme un moment passif alors que l'exemple de toute cette fin de semaine du mois d'octobre à la SNCF prouve qu'il peut aussi y avoir une dynamique, loin de la passivité qui vient à l'esprit lorsqu'on parle de défense. La défensive n'est pas forcément statique mais peut être une contre-offensive. En fait, elle ne peut s'envisager sans son double : l'offensive. Bien sûr, dans le moment défensif le sujet est assujetti parce qu'il est placé dans une contrainte de temps, de terrain d'opération et d'usage des armes. Mais ce qui compte, c'est la durée avec ses moments et le passage à une autre situation plus favorable. Pourtant cette actualisation d'un dynamisme large et extensif ne s'est pas produite.

La manifestation du 5 décembre fut un succès partout en France. Elle devait réaliser les prémisses du syllogisme stratégique contenu dans le mot d'ordre du 13 septembre : « grève illimitée ». Le mot d'ordre était inhabituel surtout lorsqu'il provenait de syndicats qui n'avaient pas été très brillants par le passé. Les Gilets jaunes étaient pourtant passés par là. Ce mot d'ordre avait pour lui la possibilité de l'accumulation des idées, des rêves et des armes. Entre le 5 décembre et le 17 décembre, deuxième journée d'action (comme le spectacle des « mouvements sociaux » aime à le dire), il devenait clair que la stratégie dominante au sein de l'opposition fut cette combinaison incohérente entre la manifestation dans les centres-villes et la grève... « partout où c'est possible », voire « là où les salariés le décident ». On connaît mieux comme détermination. Nous n'étions plus dans la radicalité automnale du détournement du droit bourgeois qu'avaient su opérer les conducteurs et contrôleurs de la SNCF.

Dans ce genre de stratégie syndicale, la manifestation prime sur la grève : elle est avant tout là pour se faire entendre de l'autorité politique et permettre à des représentants déjà installés, distincts des élus de l'Assemblée nationale (mais souvent associés), de négocier au mieux les revendications qu'eux-mêmes savent promouvoir dans des assemblées. Et dans ce cas, pour les uns et pour les autres, seule importe la quantité de manifestants, chacun bataillant ferme pour maximiser ou minimiser. Or, la logique du savoir voudrait qu'avant la mesure de la quantité (Occurrence, Occurrence!) intervienne bien en amont l'appréhension du phénomène et de son existence, puis la caractérisation de sa qualité. Le phénomène est apparu disons entre le 13 septembre et le 5 décembre mais de manière fugace. Dans la stratégie dominante, il ne semblait pas y avoir de place pour la qualité. Il aurait fallu pour cela la laisser surgir : concevoir une fulgurance dans l'ordre du temps, une extension-surprise pour ce qui concerne l'espace. Mais non, le devenir était bloqué et la stratégie était posée a minima et conçue pour que les syndicats, d'abord unis, puissent jouer leur rôle et reprendre la main par rapport aux Gilets jaunes, pour leur plus grand intérêt.

Il y eu pourtant des assemblées générales de grévistes sans frontières corporatistes ou même catégorielles pour constituer le cœur de l'opposition et éventuellement lui donner une autre direction. Des stratégies divergentes basées sur davantage d'autonomie voulaient percer, d'autant que les manœuvres syndicales n'avaient plus court (celles des partis politiques davantage, mais sans plus de réels effets). La grève est alors restée dans l'ombre de la manifestation même si les dockers des ports et les ouvriers des raffineries furent de la partie en bloquant leur lieu de travail. C'est ainsi qu'après les vacances de Noël, lorsque les transports commencèrent à reprendre leur trafic, la passivité qui avait dominée se révélait d'autant plus. Et c'est peut-être là l'échec principal de la généralisation et de l'extension de la grève.

Cette passivité néfaste est présupposée par la stratégie qui veut que l'on doive déléguer son pouvoir aux responsables patentés. L'exemple de la Grèce avec ces leaders politiques de la gauche radicale qui, à l'été 2015, se sont finalement soumis aux diktats néo-libéraux des « décideurs » de la commission européenne, ne semble pas avoir effleuré les stratèges sincères. Dans une pure logique de représentation, concurrente de celle des élections de l'État, il s'agit de rassembler le plus de salariés possible grâce à l'élaboration d'une opinion contraire aux mesures gouvernementales, opinion qui doit se faire valoir par la médiation de l'appareil télévisuel et de ses dérivés sur internet ainsi que par des sondages. Ce vieux schéma était particulièrement actif à l'automne 2010. C'est moins vrai tout de même cette fois, avec une Intersyndicale beaucoup plus en prise avec la rage qui se manifestait dans les rangs de chacune de ses composantes. Mais ça l'est tout de même beaucoup trop, étant donné la nature de ce gouvernement qui n'est là que pour exécuter coûte que coûte des mesures correspondant à des standards politiques dédiés à la concurrence déchaînée sur le marché mondial des flux de marchandises, prêt pour cela à hausser son niveau de violence avec ses BRAV-M (l'acronyme n'a pas été choisi au hasard).

Et d'ailleurs cette réforme est une déréglementation supplémentaire du Droit du travail puisqu'il s'agit au fond de faire de la grande majorité des salariés des surnuméraires comme les autres : les mettre au rebut lorsqu'ils n'ont plus l'énergie suffisante pour cracher, à travers leur participation à la force de travail, la plus-value dont bénéficie le capital. On oublierait presque qu'à travers cette « réforme », il s'agit de l'exploitation capitaliste et pas seulement des fonds de pensions de la finance : toute une vie centrée sur l'économie du travail d'autrui qui lui-même produit des marchandises prêtes à être échangées. L'argumentation contre-dépendante des mots de la propagande gouvernementale qui voudrait transformer le marché du travail (sur le modèle de la fonction publique) pour « vivre dignement de son travail » en répartissant mieux les richesses – avec des pensions permettant de répondre aux « besoins sociaux de base » – cette argumentation est aussi complètement passive. La valeur pour elle n'est que celle des théoriciens du libéralisme du XIXe siècle : la valeur-travail. Il s'agirait ainsi de promouvoir une valeur non lucrative. Et ceux qui s'abusent sur cette argumentation pourront par exemple croire dans la

foulée qu'une « économie politique » équivaut à tout ce qu'il y a de mieux à gauche. Une économie oui, mais « politique », c'est-à-dire pleine de critique degôche dedans.

Pour comprendre ce qui s'est passé cet hiver 2019-2020, la logique de la représentation semble particulièrement effective si elle est rapportée à un secteur de la classe moyenne, celui voué à l'encadrement de la « ressource humaine », elle-même se destinant à œuvrer sur le marché du travail numérisé du futur : l'éducation nationale. En effet, les enseignants sont frappés de plein fouet par une réforme qui assure un déclassement inédit de cette frange de la classe moyenne, sans doute davantage que les avocats. Dans les établissements (écoles, collèges ou lycées) où ont pu se tenir des assemblées générales, il était frappant de constater qu'elles tournaient à vide. Des décisions pouvaient ainsi se prendre (« grève reconductible ! ») en étant complètement hors-sol : en n'engageant à rien. Chacun reprenait comme si de rien n'était le train-train quotidien : chacun voyait midi à sa porte et suivait avant tout ses petites convenances personnelles. Quelles différences, dans ce cas, avec les assemblées organisées par un syndic de copropriété, où l'on peut se faire représenter au moment du vote et avoir une influence à distance ? C'était la grève comme d'habitude : passive. Une crise qui passe vite, comme par définition.

Beaucoup de caisses de grève ont fleuri, notamment les « cagnottes en ligne » sur internet. C'est une différence non négligeable avec les « mouvements » de 2003 et 2010 contre les réformes gouvernementales des retraites. Ici il y avait la possibilité avec ce moyen de s'engager véritablement dans une action longue en entraînant une masse critique de salariés dans la grève. Seulement elles n'ont pas vraiment eu cet effet. Bien souvent, on s'en est servi pour se dédouaner en donnant, parfois généreusement (et charitablement), renforçant une sorte d'héroïsation satisfaite de l'autre qui se mouille et se retrousse les manches : un peu comme les applaudisseurs de 20 heures que l'on entend sur leurs balcons d'immeubles de ville par temps de pandémie. Le vide s'y exprime en même temps que la peur. Dans l'Éducation nationale la fonction des caisses de grève semble s'être réduite à un repli sur « la vie scolaire » ordinaire de l'établissement singulier. Ce secteur n'a guère été touché par l'inquiétude du devenir. L'illusion dans ce milieu était à son comble lorsqu'il était dit (sur le mode du trépignement infantile) qu'il fallait absolument une rigueur des services de gestion de l'institution scolaire pour bien compter le nombre de grévistes. Il fallait être bien représenté. Toujours ce vieux principe de la séparation (maître-esclaves, gouvernants-gouvernés) qui polluent des têtes parfois sincères. Si la partie moyenne de la hiérarchie sociale de la société peut être considérée comme une classe, alors elle est la classe de l'illusion.

Au-delà de ce secteur, cette tentative d'opposition générale est, malgré tout, face à son échec, mais c'est un échec tout relatif. En effet, un peu comme à la guerre (depuis la fin du siècle dernier), une victoire n'est jamais claire, un échec est complètement relatif : tout continue sous des formes variées et asymétriques. Cette logique de la représentation qui innerve l'action s'oppose au retour d'une autre logique qui pourtant s'est manifestée plus d'une fois dans l'histoire, logique dont il s'agirait de s'inspirer pour garder la maîtrise de ce que l'on entreprend. Pour cela, il faut considérer qu'il y a d'un côté la tentation de penser que c'est toujours la même chose dans ce genre de mouvement : c'est l'éternel retour du même comme si nous étions des primitifs enfermés dans un temps cyclique an-historique. Dans ce cas, l'action risque de tomber dans l'impossible, comme inhibée. Inversement, il y a la pensée qui consiste à considérer que la vie sociale est un pur dynamisme propice à tous les événements possibles, un flux processuel. Tout est en mouvement et en puissance et cela permettrait l'émergence de luttes multiples appelées à converger. La pensée tragique a des vertus mais nous sommes sans doute dans l'obligation de tenir ces deux aspects incompatibles ensemble pour trouver une voie de passage. Et ce postulat de la représentation au sein même des rangs de manifestants est un véritable scotome empêchant d'avoir un horizon désirable.■

La virulence ne saurait être seulement celle d'un virus

Contact : negatif@ouvaton.org
Site : http://bulletin-negatif.org
Adresse postale : Négatif c/o Échanges BP 241
75866 Paris CEDEX 18